

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/PHL/3

10 avril 2002

(02-1923)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

Questions de l'INDONÉSIE concernant la notification des PHILIPPINES¹

La Mission permanente de l'Indonésie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 2002.

J'ai l'honneur de transmettre ci-après les questions de mon gouvernement concernant la mise en œuvre de la Loi de la République n° 8800 sur les mesures de sauvegarde notifiée par le gouvernement philippin.

Nous souhaiterions vivement que votre gouvernement communique ses réponses avant la prochaine réunion du Comité des sauvegardes prévue pour le 29 avril 2002.

¹ G/SG/N/1/PHL/2.

1. Le gouvernement indonésien note que la Loi de la République n° 8800:

- Ne reprend pas la disposition de l'Accord de l'OMC relative au maintien de concessions et d'autres obligations ou à la fourniture d'une compensation au plan commercial.
- N'inclut pas l'obligation de ménager des possibilités adéquates de consultation préalable aux pays Membres affectés.
- Ne prévoit pas de conditions préalables précises qui seraient indispensables pour l'application des mesures de sauvegarde.

Le gouvernement philippin pourrait-il confirmer que lorsque la Loi de la République n° 8800 passe sous silence un certain nombre de dispositions de l'Accord de l'OMC, les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes prévalent dans leur intégralité et indiquer la façon dont cela est assuré dans la pratique?

2. Pour l'application d'une mesure de sauvegarde contre l'importation de ciment Portland et de carreaux en céramique, les Philippines n'ont accordé aux parties intéressées que cinq (5) jours pour répondre à la demande. Le gouvernement philippin pourrait-il confirmer qu'il considère le délai de cinq jours suffisant pour satisfaire à la prescription de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes? Il convient en outre de noter qu'il n'a pas été possible de formuler des observations sur le rapport exposant les constatations.
